



Guerre en Ukraine : quelles répercussions pour le secteur agricole français ?

Thierry POUCH - Marine RAFFRAY

APCA – DEAT – SERP

chambres-agriculture.fr



**AGRICULTURES
& TERRITOIRES**
CHAMBRES D'AGRICULTURE



Contexte pré-24 février : une année 2021 sous le signe de la flambée des prix

chambres-agriculture.fr

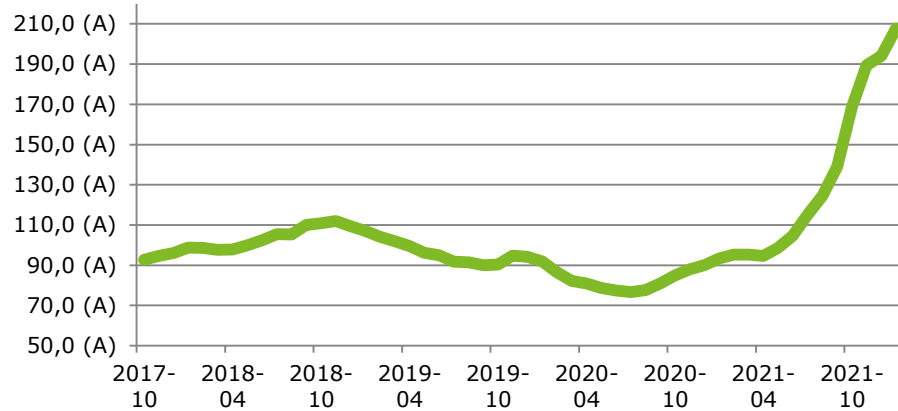


**AGRICULTURES
& TERRITOIRES**
CHAMBRES D'AGRICULTURE

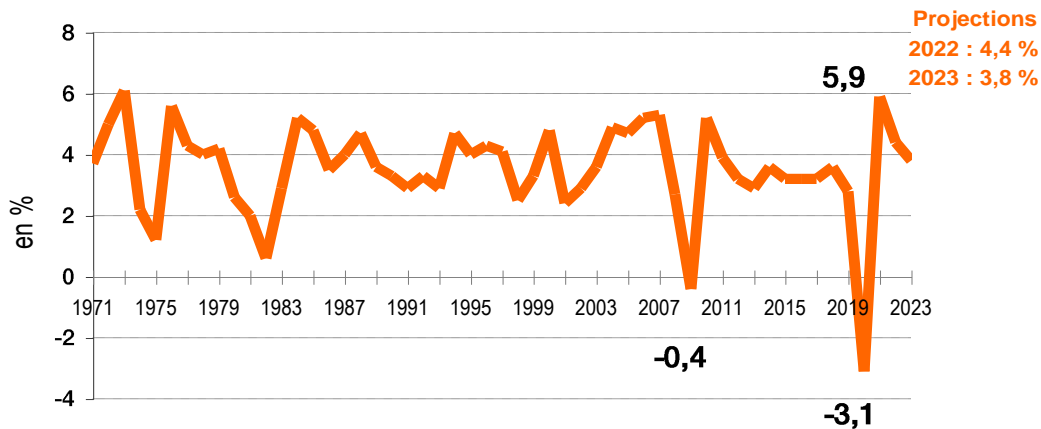


Hausse des cours des matières premières énergétiques depuis plus d'un an...

Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – Gaz manufacturé - base 100 = 2015, INSEE



Taux de croissance du PIB mondial



Prix du pétrole (Brent)



- Hausse des cours du gaz naturel (x2 sur un an)
- Hausse des cours du pétrole : 20 \$/baril en 2020 vs 97 \$ février 2022

Causes multiples :

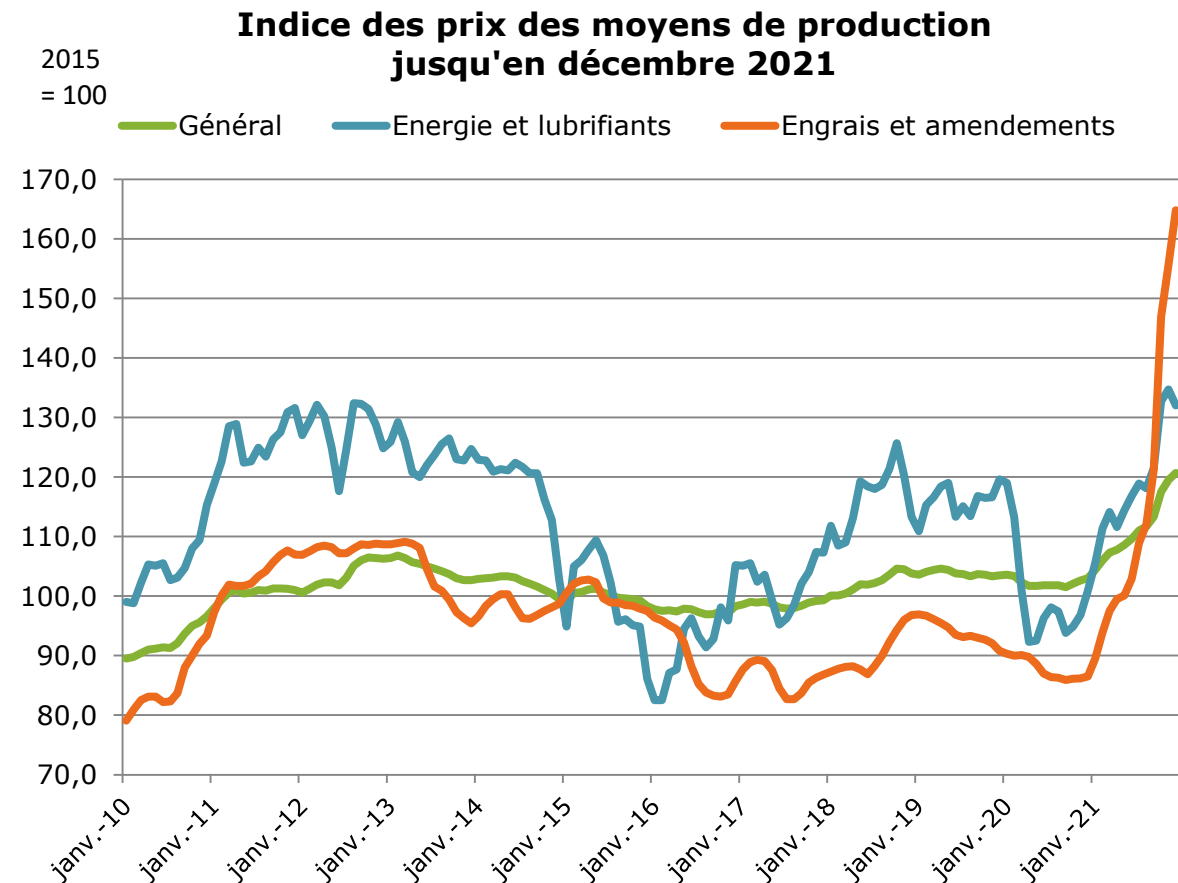
- Une reprise économique robuste après la crise sanitaire
 - forte reprise de l'activité industrielle et de la consommation
- politique de contrôle de la production menée par l'OPEP+
- forte demande de la Chine en gaz
- prix des quotas d'émission CO2 dans l'UE
- stocks de gaz bas dans l'UE
- baisse exportations de gaz russe
- crise géopolitique autour de l'Ukraine



... qui se ressent dans l'indice des coûts de production

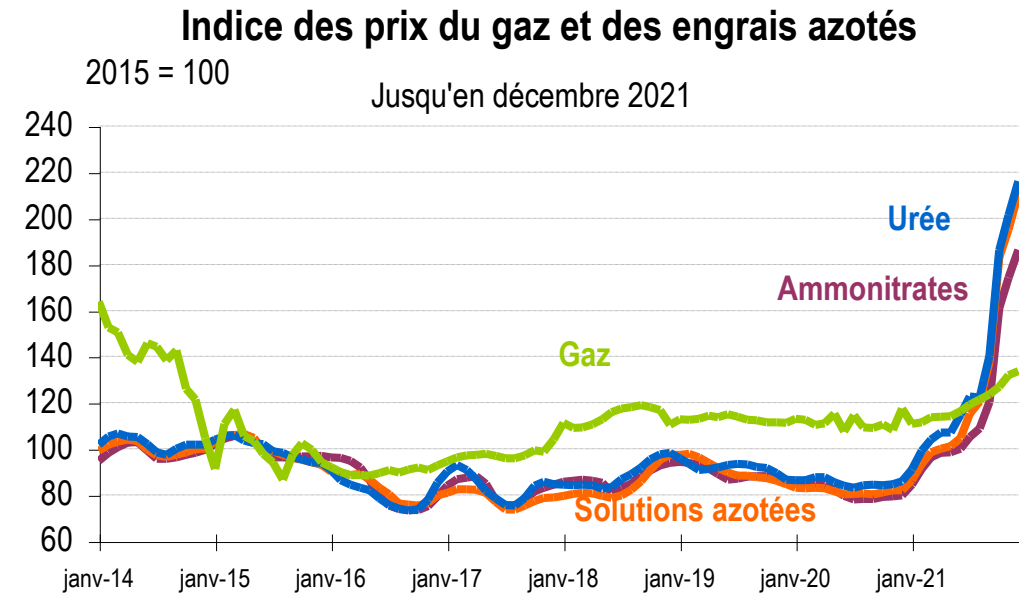
IPAMPA base 2015 (source INSEE)	Evolution décembre 2021 vs décembre 2020
Energie et lubrifiants	+ 31 %
Gaz	+ 14 %
Carburants	+ 47 %
Essence	+ 20 %
Gazole	+ 21 %
Gazole non routier	+ 55 %
Electricité	+ 3 %

La hausse de l'IPPAP (+18%) est absorbée par celle de l'IPAMPA (+20%)



➤ Répercussions sur le coût des engrais en 2021

IPAMPA base 2015 (source INSEE)	Evolution déc. 2021 vs déc. 2020
Engrais et amendements	+ 90 %
Engrais simples azotés	+ 138 %
Ammonitrates	+ 134 %
Solutions azotées	+ 157 %
Urée	+ 151 %
Engrais simples phosphatés	+ 74 %
Engrais simples potassiques	+ 68 %
Binaires NP	+ 75 %
Binaires PK	+ 54 %
Ternaires	+ 56 %



1620 - Chambres d'Agriculture - Études économiques

source : INSEE

Plusieurs explications à cette hausse :

- hausse des prix du pétrole et de l'énergie => hausse des coûts de fabrication des producteurs d'engrais
 - certaines unités de fabrication tournaient déjà au ralenti, comme en Ukraine – qui fournit l'UE en urée
- hausse des cours du pétrole => hausse du coût du fret maritime jusque fin 2021
- Hausse du cours du gaz naturel => hausse des cotations des engrais azotés
- Restrictions des exportations de pays producteurs d'engrais, Chine et Russie en tête
- Forte demande en engrais dans les puissances agricoles : Etats-Unis, Brésil notamment



Les répercussions du conflit sur le secteur agricole

chambres-agriculture.fr



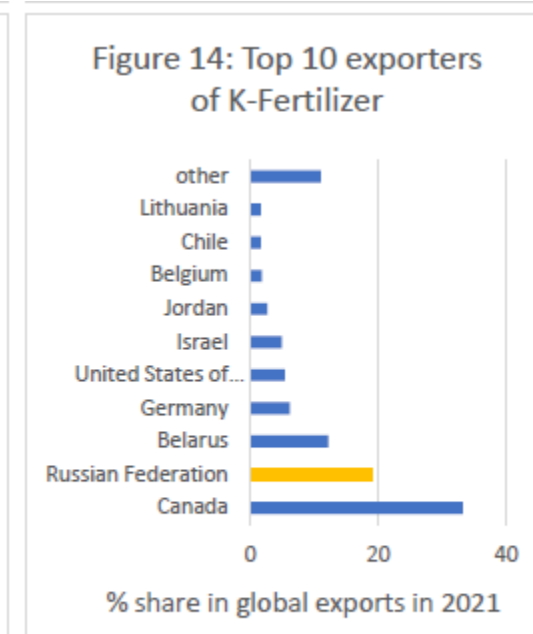
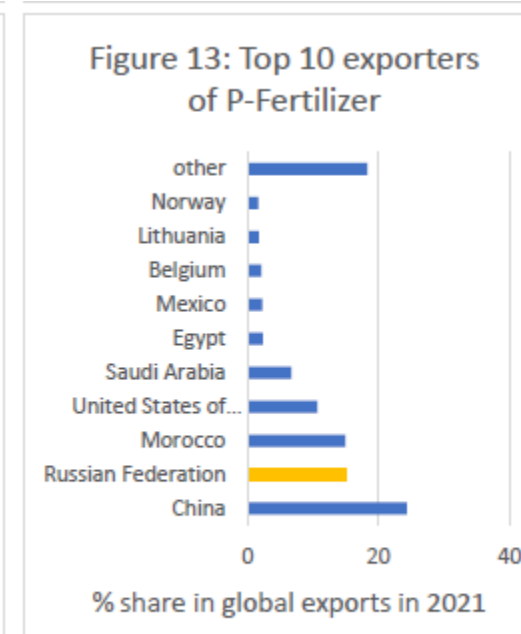
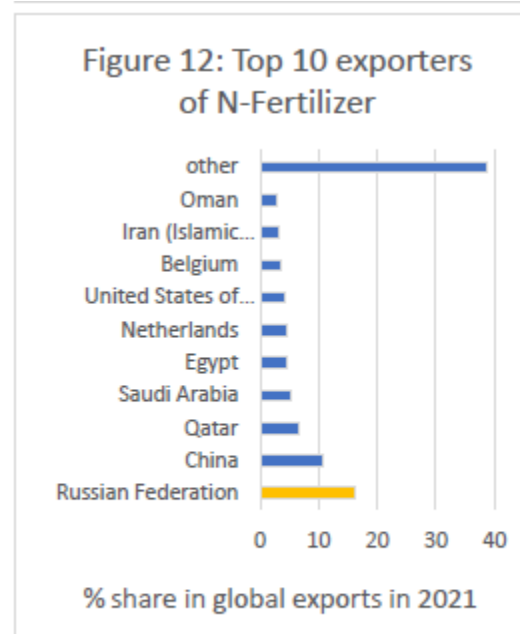
**AGRICULTURES
& TERRITOIRES**
CHAMBRES D'AGRICULTURE

A quoi faut-il s'attendre ? Energie...

- **Russie = 40% du gaz importé par l'UE ; 17 % du gaz importé par la France
= 27 % du pétrole importé par l'UE, 13 % pour la France**
- Au 16 mars :
 - **Pétrole : 98 \$ le baril de Brent (moins de 100\$ le 16 mars, épidémie de Covid-19 en Chine, reconfinement, donc inquiétude sur la croissance de l'économie chinoise)**
 - **Gaz naturel : cotations à 103 €/MW**
- **La question climatique : le charbon redevient une source d'énergie (électricité) au moins à court terme pour des pays comme l'Allemagne et la Pologne**
- **Annonces de l'UE 10 mars : diviser par 3 achats de gaz RU d'ici 2023, s'en passer totalement pour 2030**
 - Alternatives ? USA, Norvège, Algérie, Egypte, Qatar, Turquie, Japon, Corée... ?
- Etats-Unis : arrêt des importations de gaz et pétrole russes
- Poursuite de la hausse conditionnée par :
 - la guerre/durée, l'avancée des pourparlers,
 - le comportement de l'OPEP+,
 - la décision UE de cesser d'importer gaz et pétrole russes / la décision de la Russie de bloquer ses exportations vers l'UE (arrêt du gazoduc *Nord Stream 1*),
 - les réserves disponibles et le comportement de la FPEG (11 pays dont la Russie, l'Iran, le Venezuela, le Qatar..) pour approvisionner ou pas l'UE...
 - La reprise de la pandémie en Chine

➤ A quoi faut-il s'attendre ? Engrais...

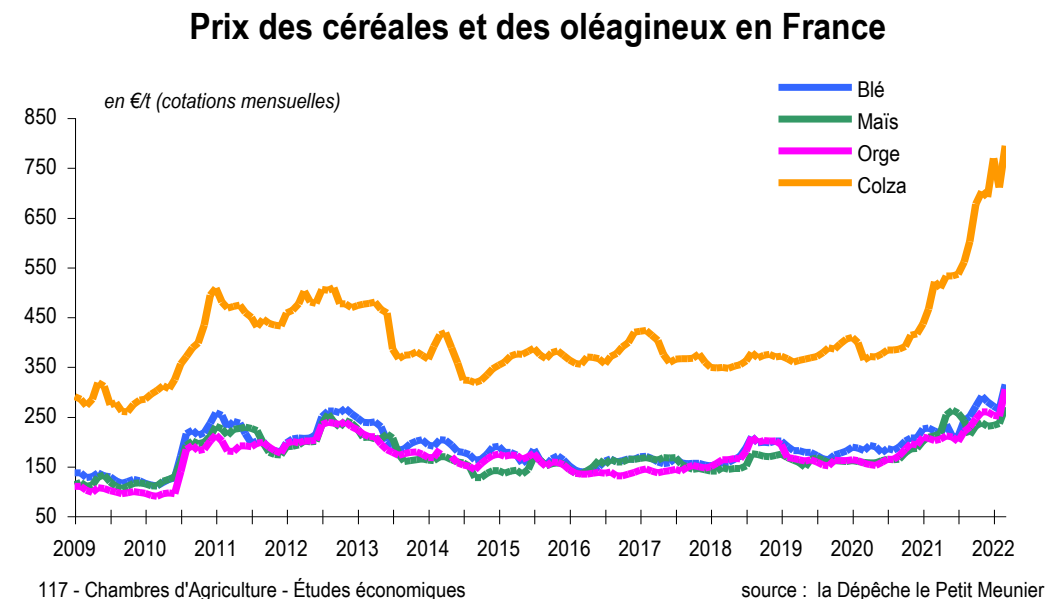
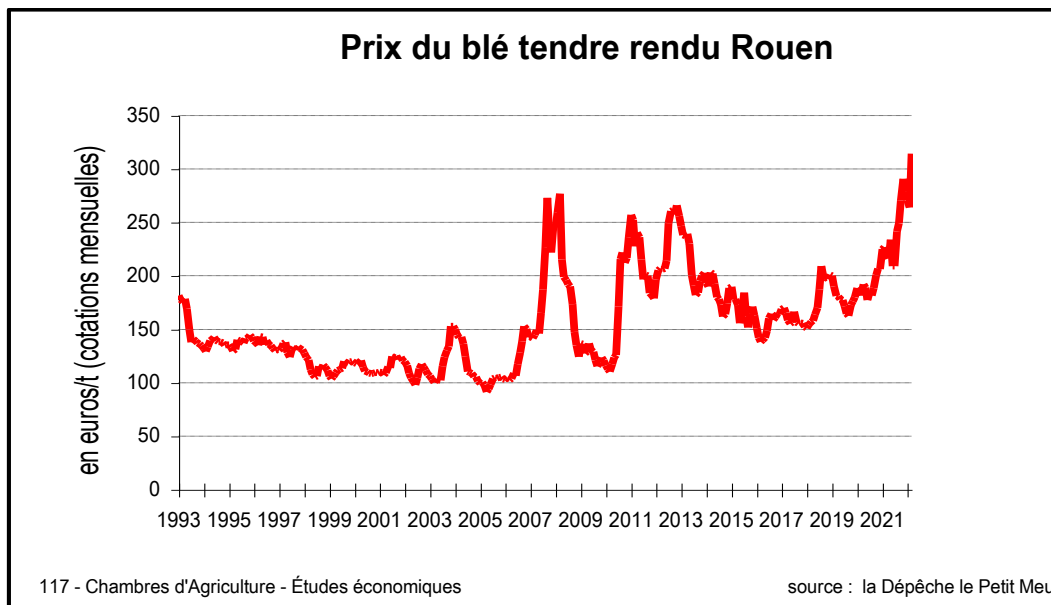
- Russie = 50 % des importations UE d'ammoniac
- 4 mars : recommandations du gouvernement russe de suspendre les exportations d'engrais
- 12 mars: annonces de l'Ukraine d'arrêter les exportations d'engrais (0,7% des exportations mondiales mais fournisseur important de l'UE en engrais azotés)
- Biélorussie ?
- Au 11 mars :
 - ammonitrate 33.5 à 1205 €/t,
 - urée 935 €/t
 - Solution azotée à 800 €/t





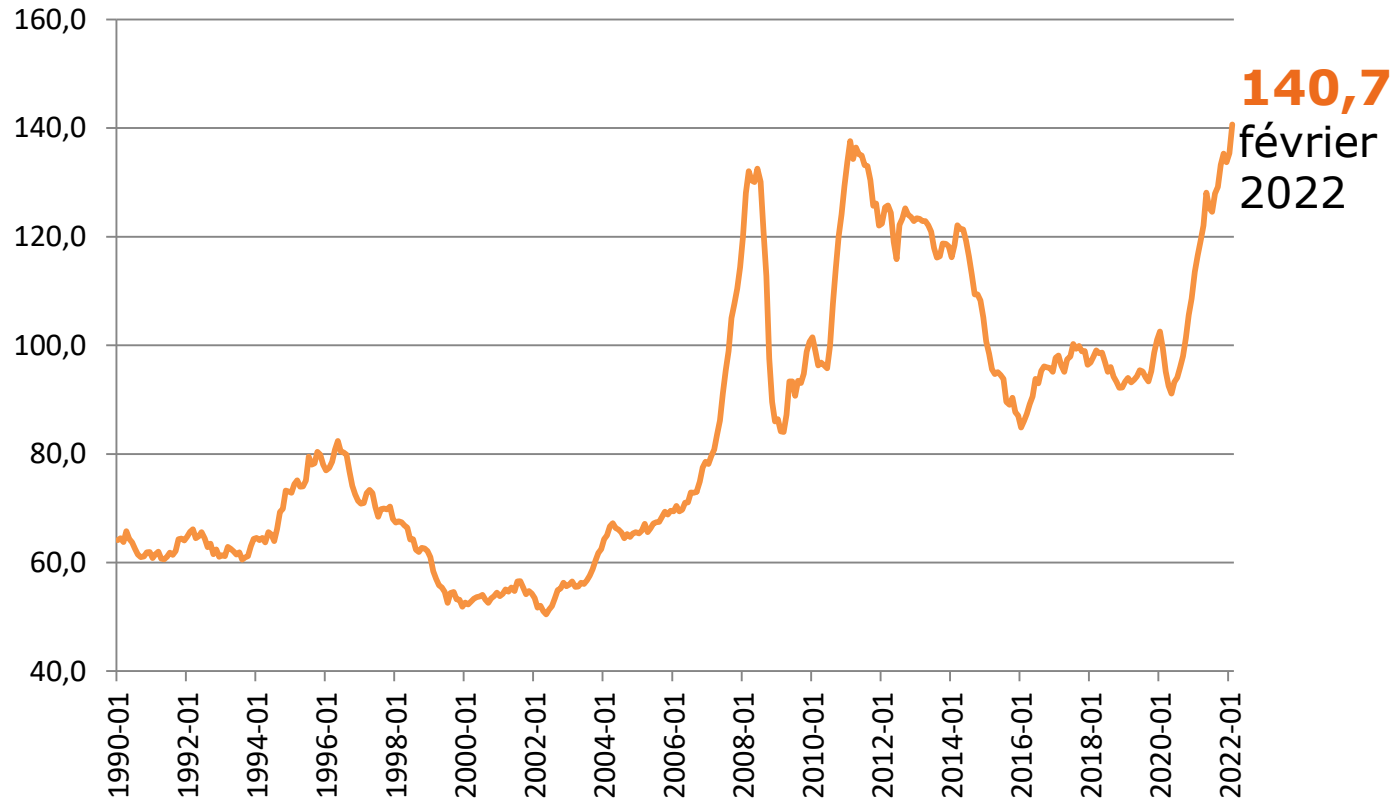
Des cours des matières premières agricoles au sommet

- **Ukraine + Russie = 33 % des exportations mondiales de blé**
- **Ukraine = 20 % des exportations de maïs, 50% de la production d'huile de tournesol**
- Grosse interrogation sur les semis en Ukraine et moyens de production
- Ports ukrainiens à l'arrêt (-6 Mt blé, -15 Mt maïs)
- Décision autorités ukrainiennes : arrêt des exportations de blé, maïs, viandes
- Arrêt exportations céréales : Moldavie, Hongrie.
- Vers une hausse du coût du fret maritime et de l'assurance
- Mauvaises perspectives de récolte de blé en Chine ; la Nina en Amérique du Sud
- Quid des récoltes 22/23 (incertitudes : surfaces, intrants) ?
- Indice FAO à un niveau historiquement haut



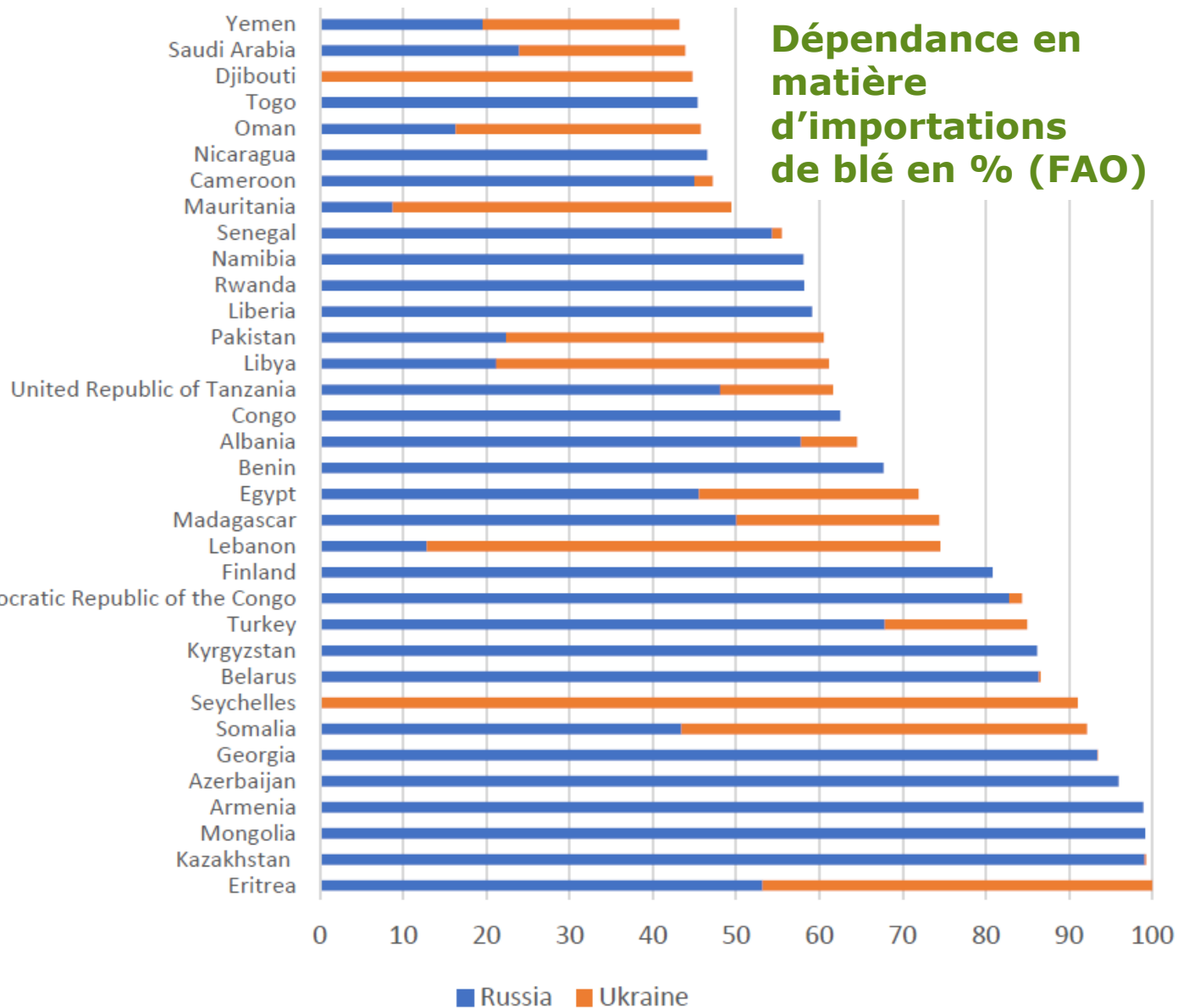
Impact sur la sécurité alimentaire des grands pays importateurs

Indice FAO des prix alimentaires dans le monde



Prévisions FAO 2022 :
Hausse des prix alimentaires
entre 8 et 22 %

Impact sur la sécurité alimentaire des grands pays importateurs



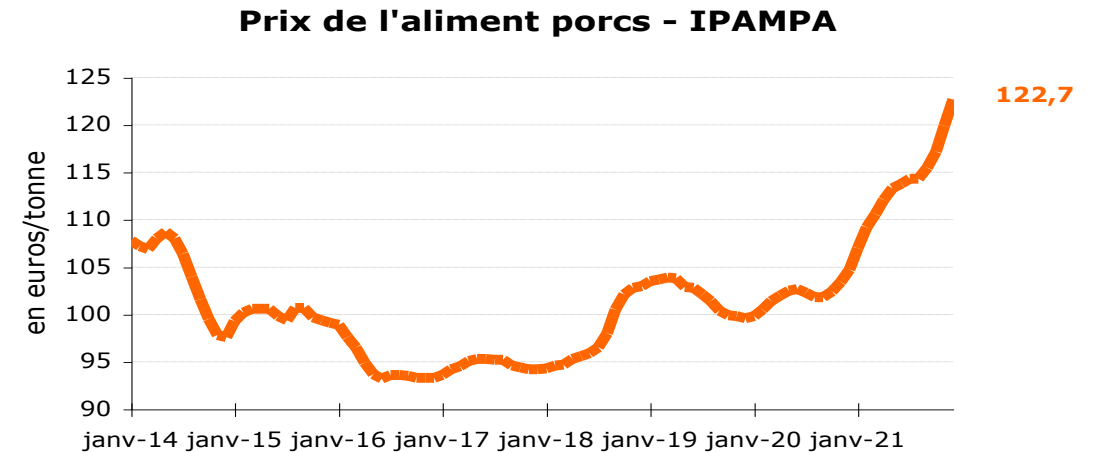
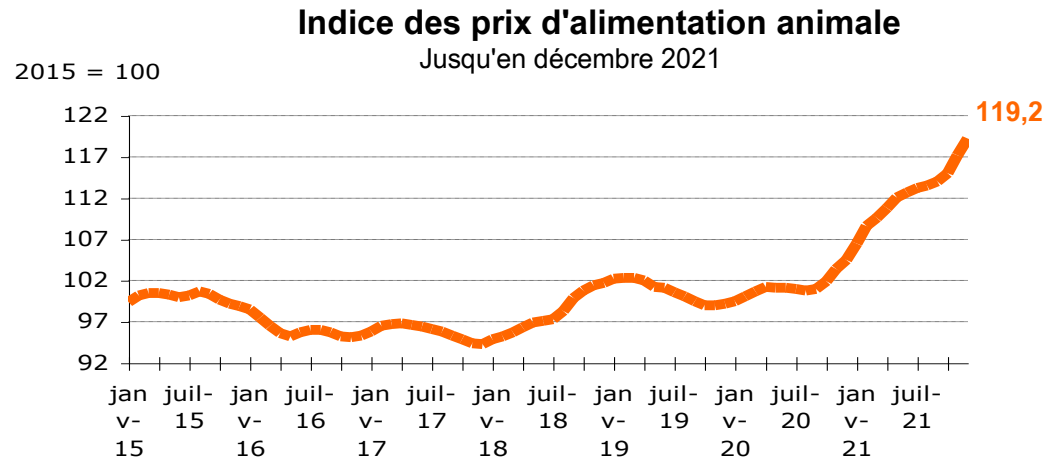
Des situations contrastées :

- pays exportateurs d'énergie ou non... cf Algérie
- Liban : les 3/4 de la population sous le seuil de pauvreté, 1 mois de stocks
- Afghanistan : la moitié de la population à risque
- Iran : dépend à 60% du blé de la mer Noire, hausse des prix alim +60 %
- Yemen : 17 M pers en insécurité alim

Les Etats-Unis réfléchissent à subventionner les importations de blé de pays importateurs

Des éleveurs en danger

- Envolée du coût de l'alimentation du bétail
- L'indice des prix de l'alimentation animale de l'INSEE est à un niveau historiquement haut, jamais enregistré.
- Fermeture du marché chinois après la PPA : baisse des prix du porc



Mesures de soutien (au 17 mars)

- Gel des prix du gaz 21/22 : 24 mrds EUR
- Remise de 0,15 €/L de carburant ,1^{er} avril-1^{er} août : 2 mrds EUR
- Volet agricole du plan de résilience annoncé le 17 mars 2022 :
 - PGE
 - Sur déclaration, remboursement anticipé de la **TICPE** 2021 sur le GNR à partir du 1^{er} mai
 - Sur déclaration, versement d'un acompte de 25 % pour la TICPE 2022 à partir du 1^{er} mai
 - **Aide aux entreprises consommatrices de gaz et de l'électricité** (>3% du CA) : prise en charge de 50 % du surplus si déficitaires
 - **Aide aux élevages** fortement dépendants d'achats d'aliments et qui connaîtront des pertes liées à la hausse du coût de l'alimentation : durée de 4 mois, à compter du 15 mars, versée d'ici 2 mois. Enveloppe de 400 millions d'€
 - Enveloppe de 60 M EUR de **prise en charge de cotisations sociales**
 - Ouverture de **nouvelles négociations commerciales**
 - **Plan de sécurisation des engrais** pour la prochaine campagne d'automne 2022 (pistes : adaptation de la réglementation, développement de l'usage des engrais organiques)
 - Protéines végétales : demande de **valorisation des jachères portée au niveau UE**
 - **plan souveraineté azote**: production d'engrais verts, développement de filières de valorisation d'engrais organique
 - **renforcement du plan protéines végétales** dans le cadre de France 2030
 - **plan de souveraineté énergétique** : accélérer le développement des énergies renouvelables et la décarbonation de l'amont agricole
 - **plan souveraineté français et européen dédié aux fruits et légumes associant les territoires d'Outre-mer**

Mesures **envisagées** au niveau européen : **propositions de la Commission européenne**

- Aide au stockage privé pour la viande de porc (article 17 OCM)
- Mesure de soutien aux marchés (article 219 de l'OCM)
- Communication mensuelle par les Etats-membres des stocks privés de produits essentiels pour l'alimentation humaine et animale
- Autoriser l'utilisation des jachères pour le pâturage ou la production de légumineuses
- Autoriser des niveaux accrus d'avances sur les paiements directs et les mesures surfaciques de développement rural versées à partir du 16 octobre 2022
- Consultation des EM pour un nouveau cadre temporaire pour les aides d'Etat

Pour compléter ce tableau

- Erosion de l'excédent européen en céréales depuis 2018 malgré le positionnement de l'UE en tant que l'un des principaux producteurs mondiaux
 - À suivre de près : affaiblissement de l'euro vis-à-vis du dollar
- Interdiction UE d'exporter biens de luxe vers Russie
- Augmentation des importations de maïs en provenance notamment d'Ukraine (3% de la production mondiale et 18% des exportations mondiales) :
 - solde commercial de l'UE de – 5 Mt en 2011, de – 17 Mt en 2019 : Espagne, Pays-Bas, Italie
- Pour la France, **l'Ukraine est le 1^{er} fournisseur de tourteaux de tournesol et d'huile de tournesol, 3^{ème} fournisseur de colza, 2^{ème} de miel et de noix, 5^{ème} de framboise, 31^{ème} de fruits**
- La position de la Chine dans les importations mondiales : x 4 entre 2019 et 2021
- La Chine a décidé d'importer plus de blé russe !

Un monde vulnérable

- Pandémie puis guerre russo-ukrainienne : des brèches irréversibles dans la mondialisation et de nouvelles lignes de fracture
- Le retour de la souveraineté alimentaire : quelle définition? Quelle échelle (France, UE... mais alors une ambition partagée appelant une UE fédérative, avec une taille critique?)
- Agriculture/alimentation : une insécurité grandissante dans le monde
- Un enjeu géostratégique : quels acteurs et quelle gouvernance mondiale?
- Les atouts de l'agriculture française dans la crise actuelle : demande mondiale exposée aux risques de ruptures d'approvisionnements, report de la demande sur la France et sa production céréalière?
- 2008... 2020... 2022 : une succession de crises, une accumulation de défis à relever
- **UN IMPERATIF : ENTREPRISES ET AGRICULTEURS DOIVENT INTEGRER DE PLUS EN PLUS LA DIMENSION GEOPOLITIQUE DANS LEURS DECISIONS ECONOMIQUES**

MERCI

thierry.pouch@apca.chambagri.fr
marine.raffray@apca.chambagri.fr

chambres-agriculture.fr



Avec
la contribution
financière du compte
d'affectation spéciale
développement
agricole et rural
CASDAR



**MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE L'ALIMENTATION**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



**AGRICULTURES
& TERRITOIRES**
CHAMBRES D'AGRICULTURE